

# Plan d'action pour 2016 : Version provisoire

## Privatisation : Ouvrir la voie à la pauvreté

1. Nous sommes dans l'époque de l'austérité. Les gouvernements partout, y compris le gouvernement Libéral de Kathleen Wynne en Ontario, ont coupé des dépenses sur les services publics, des services nécessaires pour les communautés, afin de maintenir des taux d'impôts sur les sociétés bas et enrichir les entreprises privées. Les gouvernements ont aussi animé des transferts de richesses publiques de grande échelle aux mains du privé en vendant les actifs publics et en sous-traitant les services publics aux entreprises à but lucratif. Les travailleurs obtiennent moins tandis que les propriétaires d'affaires obtiennent davantage. Le résultat est une inégalité économique accablante et la perte de services publics de qualité et d'emplois décents.
2. Les politiques d'austérité éliminent le gouvernement des activités avantageant le grand public et appuyant le bien social collectif. Les tactiques d'austérité incluent des réductions de dépenses auprès du gouvernement sur les services publics et le refus d'une augmentation budgétaire pour satisfaire la demande et les coûts qui montent en flèche. Ceci aboutit dans une réduction des services publics, des blocages des salaires, une plus grande charge de travail pour les travailleurs du secteur public et des demandes de concessions par nos employeurs.
3. Essentiellement, l'austérité est aussi utilisée pour plaquer les travailleurs les uns contre les autres. C'est un effort conscient des gouvernements, agissant de la part de la classe de propriétaires pour diviser les travailleurs. Les mesures d'austérité créent de l'animosité entre les travailleurs du secteur public et du secteur privé, entre les gens employés, sous-employés et au chômage, entre les travailleurs syndiqués et non-syndiqués. L'austérité crée un climat de peur et d'incertitude et est conçue pour amoindrir nos attentes réalistes.
4. La privatisation est une autre tactique clé qui est essentielle pour le programme d'austérité, depuis au moins les années 1980. David Harvey, un des académiciens proéminents de notre système économique, appelle ceci « l'accumulation par dépossession ».<sup>1</sup> Essentiellement, la privatisation est la pratique de prendre les richesses du public – des richesses qui avantagent tout le monde – et de les convertir dans des propriétés privées pour avantager les propriétaires de capital. La privatisation est essentiellement une forme de guerre des classes contre les travailleurs. Dans ce transfert des richesses du grand public à quelques riches, la classe ouvrière dans l'ensemble est perdante, car les actifs du public et les services du public sont transférés au secteur privé.

---

<sup>1</sup> David Harvey, *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford University Press, 2007.

5. Le véritable objectif de la privatisation n'est pas de trouver des efficiences dans la livraison de services, tel que déclaré par certains individus. Il ne s'agit pas de rendre les services publics plus « rentables ». Il ne s'agit pas de « débloquer la valeur des actifs » tel que déclaré dans la rhétorique de certains politiciens qui parlent des deux côtés de la bouche. À la place, il s'agit de créer de nouvelles sources d'investissement rentable pour les sociétés et les riches.
6. Il y a de plus en plus de preuves qui démontrent que l'austérité et la privatisation rendent les sociétés et les banques plus riches, mais c'est au détriment de la population en général. Dans des cas comme la vente de Hydro One, nous perdons une source de revenu public constante, ainsi que le contrôle et la supervision du public. Les services hydroélectriques publics et au prix coûtant ont été un levier important dans l'économie pendant plus de 100 ans. Avec cette vente, les Libéraux ont mis fin à ce contrôle et à cette supervision.
7. Les partenariats entre le public et le privé (PPP) et les projets de diversification de financement et d'approvisionnement (DFA), qui peuvent privatiser les projets de financement, de construction et d'opération des travaux publics, finissent par coûter davantage par rapport aux formes de financement traditionnelles dans le secteur public. Même le vérificateur général de l'Ontario a trouvé que les PPP ont coûté 8 milliards de dollars de plus au gouvernement par rapport à ce qui aurait été payé si les projets étaient livrés par le secteur public.<sup>2</sup>
8. Les chercheurs à l'Université de Calgary ont aussi trouvé que les PPP ne génèrent pas des épargnes. Fréquemment, les PPP coûtent plus que les projets administrés uniquement dans le secteur public. De plus, le modèle PPP cache fréquemment des coûts du public<sup>3</sup>, ainsi que d'autres modèles de diversification de financement et d'approvisionnement, ce qui contredit les principes de transparence qui étayent les démocraties qui fonctionnent.
9. Le programme d'austérité ne fonctionne pas pour l'économie dans son ensemble. Même le Fonds monétaire international, qui n'appuie par les organismes pro-travailleurs, a noté que lorsque les gouvernements s'engagent dans l'austérité, la croissance économique ralentit.<sup>4</sup> L'économie mondiale est médiocre depuis l'effondrement financier de 2007-08,<sup>5</sup> et cette année a commencé avec beaucoup de difficultés dans le marché.

---

<sup>2</sup> Bureau du vérificateur général, rapport annuel de 2014.

<sup>3</sup> Anthony E. Boardman, Matti Siemiatycki and Aidan R. Vining, « The Theory and Evidence Concerning Public-Private Partnerships in Canada and Elsewhere », *The School of Public Policy Research Papers*, volume 9, numéro 12, mars 2016.

<sup>4</sup> [http://www.huffingtonpost.co.uk/ann-pettifor/imf-austerity-\\_b\\_2004700.html](http://www.huffingtonpost.co.uk/ann-pettifor/imf-austerity-_b_2004700.html)

<sup>5</sup> David McNally, *Global Slump: The Economics and Politics of Crisis and Resistance*, Oakland: PM Press, 2011.

10. L'austérité et la privatisation nous nuisent dans nos lieux de travail, dans nos communautés et dans nos vies en général. La classe ouvrière a du mal à subsister tandis que les PDG des banques et des sociétés s'enrichissent de plus en plus. La classe ouvrière et les mouvements sociaux à travers le monde se lèvent et exigent davantage. Nous aussi. Le moment est arrivé pour se lever et riposter.

## Riposter contre l'austérité et la privatisation : Lutter pour de bons emplois et pour des services publics de qualité

11. La privatisation est une énorme menace pour les membres du SCFP et les membres de la communauté qui dépendent des services publics que nous fournissons. Il faut arrêter les choses suivantes : la vente des actifs publics comme Hydro One, les partenariats entre le public et le privé (PPP), les obligations à impact social (OIS) ou la sous-traitance de services publics au secteur privé ou aux organismes « à but non lucratif ». Les installations municipales de soins de longue durée, les fournisseurs de services communautaires et d'autres programmes sont souvent sous-traités au secteur à but non lucratif, qui est truffé de salaires médiocres, emplois précaires et des conventions collectives moins robustes.

### **Le SCFP Ontario :**

12. Luttera contre le transfert de richesses publiques aux entreprises privées et le transfert de services publics aux organismes à but non lucratif. Ceci inclura des campagnes contre la vente d'actifs publics, la sous-traitance des emplois dans le secteur public et toute autre forme de privatisation.
13. Identifiera où est-ce qu'on propose des obligations à impact social et d'autres formes de financement social et travaillera avec les sections locales et le Comité de coordination des travailleurs des services sociaux (CCTSS) pour développer des plans d'action pour arrêter ces mesures destructives.
14. Travaillera avec les comités sectoriels et les sections locales pour identifier des cas de privatisation et de sous-traitance dans nos lieux de travail et développera des stratégies continues pour arrêter la privatisation au niveau local. Les dirigeants exécutifs des sections locales et les militants de la base devront jouer un rôle essentiel pour identifier les risques de privatisation.
15. Facilitera le travail des dirigeants exécutifs des sections locales, des militants de la base, des conseils régionaux et des comités sectoriels pour repérer tous les cas de privatisation dans nos lieux de travail, régions et à travers toute la province.
16. Développera des équipes d'intervention en cas d'urgence aux niveaux régional et sectoriel qui peuvent mener la lutte contre la privatisation sur le terrain. Arrêter la privatisation s'accomplit seulement avec l'engagement, l'activisme et le militantisme

des sections locales et des membres ordinaires. Arrêter la privatisation peut aussi inclure l'éducation du public et la promotion de la résistance populaire.

## Privatisation des services hydroélectriques

17. Le peuple de l'Ontario a lutté pour établir des services hydroélectriques publics et au prix comptant en début des années 1900 pour répondre aux coûts astronomiques des services hydroélectriques. Les taux hydroélectriques ont immédiatement chuté et sont restés stables pendant des décennies, jusqu'à la tentative de Mike Harris pour privatiser le système hydroélectrique. Le SCFP, grâce au leadership de la section locale 1 du SCFP à Toronto Hydro, a riposté pour empêcher ceci d'arriver. En Ontario et partout au Canada et dans le monde entier, les systèmes électriques publics et à but non lucratif étaient un ingrédient essentiel pour garder une économie solide fondée sur de bons emplois et des communautés saine.
18. Les ontariens comprennent ceci, et c'est pour ça que la grande majorité d'entre nous est en désaccord avec ce plan de privatisation. En fait, l'opposition à la privatisation des services hydroélectriques unit les ontariens à travers la division des classes, tendances politiques et sites géographiques. Malgré cette réalité, Kathleen Wynne et les Libéraux de l'Ontario sont immuables dans leur dévouement pour remplir les poches des partisans de la privatisation et des banques – qui lèvent des fonds pour Wynne et les Libéraux – en vendant notre système électrique public dans des segments bruts de 15%, malgré l'opposition écrasante du public à travers les spectres politiques.

### **Le SCFP Ontario :**

19. Fera campagne pour arrêter la vente de Hydro One afin de remettre ces services entièrement dans les mains du public.
20. Continuera à mettre de la pression politique ciblée sur les députés provinciaux des Libéraux dans leurs circonscriptions pour les rendre imputables du point de vue politique pour les conséquences dévastatrices causées par la vente de notre système hydroélectrique.
21. Créera une opposition visible sur le terrain pour aider les électeurs à cibler les responsables directs et à connaître les noms des députés provinciaux Libéraux dans leurs régions.
22. Bâtira sur l'opposition municipale à la privatisation des services hydroélectriques et luttera pour la possession municipale publique et l'opération de Compagnies locales de distribution (CLD) en ciblant les politiciens municipaux.
23. Bâtira sur notre stratégie d'organisation interne pour améliorer la capacité de nos membres pour les campagnes locales et d'autres campagnes contre la privatisation.

24. Bâtira la coalition Garder Hydro Public pour accroître le réseau d'organisations travaillant avec nous et encouragera les partenaires de coalitions à aider à financer la campagne.
25. Saisira le potentiel de la campagne Garder Hydro Public avec des activités sur le terrain et des liens communautaires pour s'organiser contre d'autres formes de privatisation.

## Fiscalité équitable

26. Les sociétés en Ontario ont reçu des milliards de dollars en allégements fiscaux du gouvernement Libéral. Dans ses mémoires, Dalton McGuinty se vante qu'il a donné 8 milliards de dollars par an en réductions fiscales aux sociétés, affamant le public de ressources nécessaires pour faire la promotion de bons emplois et de services publics de bonne qualité. Kathleen Wynne a continué cette politique d'étriper le secteur public pour récompenser la classe capitaliste.
27. Encore une fois, nous pouvons voir que les politiques économiques Libérales nuisent au peuple ontarien. Les partisans des réductions fiscales aux sociétés prétendent que c'est une mesure nécessaire pour créer un environnement d'affaires compétitif et pour stimuler l'investissement. En réalité, le taux d'impôt sur le revenu sur les sociétés bas ne fait rien de tel. Le taux d'impôt sur le revenu sur les sociétés bas est en fait en corrélation avec les taux d'investissement bas, et les moments avec des impôts sur le revenu sur les sociétés élevés sont plus souvent associés à des hauts niveaux d'investissement.<sup>6</sup> Ceci contredit la version des propriétaires d'affaires et leurs laquais au gouvernement qui avancent leurs propres intérêts privés au détriment des collectivités.

### **Le SCFP Ontario :**

28. Continuera à exiger que le gouvernement provincial rétablisse le taux d'impôt sur le revenu sur les sociétés jusqu'au moins 14%, comme en 2009.
29. Exigera la fiscalité équitable qui ferme les abris fiscaux et oblige des paiements des tricheurs d'impôts sur les sociétés qui utilisent des compagnies étrangères pour éviter de payer des impôts.
30. Exigera au gouvernement d'éliminer les échappatoires fiscales et les exemptions des sociétés et d'augmenter les mesures pour attraper les tricheurs d'impôts sur les sociétés, de récupérer le revenu perdu et de donner des amendes aux fraudeurs d'impôts sur les sociétés.

---

<sup>6</sup> Jordan Brennan, Do Corporate Income Tax Rate Reductions Accelerate Growth? Centre canadien de politiques alternatives, novembre 2015.

31. Mettra de la pression pour créer des outils de génération de revenu, comme des impôts municipaux progressifs qui peuvent aider à financer les services municipaux et des conseils scolaires.

## Augmenter le rôle du secteur public

32. En tant que travailleurs du secteur public, nous connaissons la valeur des services publics et l'importance d'avoir un rôle important pour l'approvisionnement de services au public. Il est important de produire pour les besoins des êtres humains, car si on laissait tout au secteur privé, les biens et services seraient seulement produits pour générer un profit. Lorsque la production se fait uniquement pour générer des profits, notre société ne sera jamais capable de produire tout ce dont on a besoin. S'il n'y a pas de profits dans le logement abordable ou des stratégies pour réduire la pauvreté ou les garderies universelles abordables (par exemple), le secteur privé ne le toucherait pas. Nous exigeons des dispositions publiques de celles-ci et pour bien d'autres services.
33. Nous devons agrandir le secteur public. La meilleure campagne contre la privatisation est une campagne qui exige davantage sous le contrôle du public. Ceci veut dire impartir le travail que nous avons perdu. Ça veut aussi dire agrandir les soins de santé pour inclure plus de besoins médicaux, y compris les produits pharmaceutiques et les services dentaires. Ça veut dire qu'il faut exiger des projets d'infrastructure financés par le public et non pas livrés avec des PPP gaspilleurs ou d'autres formes de financement alternatif. Et ça exige une possession du public dans tout transfert ou toute subvention en espèces qui sont attribués au secteur privé pour les inciter à investir.

### Le SCFP Ontario :

34. Plaidera pour la croissance et l'agrandissement à long terme du secteur public. Ceci inclura non seulement la protection des actifs qui sont présentement possédés par la province, mais aussi l'agrandissement de la possession du public, y compris les actifs générant du revenu.
35. Exigera que tous les services publics et programmes sociaux soient livrés en se basant sur le concept de l'universalité.
36. Exigera un agrandissement des soins de santé publics universels, y compris le financement pour compenser pour des années de blocages budgétaires et un agrandissement de services couverts sous le système public. Exigera un régime de soins pharmaceutiques public universel et un régime dentaire public universel pour faire partie de l'agrandissement des soins de santé. Luttera pour des projets d'infrastructure opérés, possédés et financés par le public et insistera que le gouvernement se guérisse de sa phobie contre les déficits. Nous ne sommes même pas

proche d'une crise déficitaire<sup>7</sup> et les taux d'intérêt sont aux niveaux les plus bas jamais vus, ce qui rend les emprunts publics bien plus abordables.

37. Appuiera le comité sur la santé et sécurité dans son travail pour mettre en place les recommandations du groupe de travail sur la santé mentale et pour exiger l'attribution de plus de ressources publiques pour appuyer ceux qui souffrent de maladies mentales et pour développer des programmes publics pour les soins en santé mentale et la prévention de troubles mentaux.
38. Développera des stratégies pour adresser la violence au travail à travers tous les secteurs du SCFP.
39. S'unira au Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes pour exiger une société publique de services bancaires postaux.

## Lutter contre la pauvreté et l'inégalité de revenu

40. La pauvreté continue à se répandre et les gouvernements n'ont rien fait pour changer cette tendance. La justice économique a été niée à un grand segment de notre société. Les taux d'aide sociale continuent à se trouver bien au-dessous des niveaux de pauvreté. Plusieurs travailleurs continuent à travailler à des salaires de pauvreté. Presque 30% des travailleurs en Ontario gagnent moins de 15 \$/heure. Les femmes, les travailleurs autochtones, les travailleurs racialisés, les travailleurs ayant un handicap, les travailleurs LGBTQ et les jeunes travailleurs sont sous-représentés dans le groupe d'employés mal rémunérés. Il y a bien trop de travailleurs, y compris des membres du SCFP dans tous les secteurs, ayant seulement accès à des emplois à temps partiel, occasionnels et d'autres formes d'emplois précaires, ce qui aggrave leur insécurité financière davantage.
41. Le gouvernement provincial a proposé un projet pilote sur le revenu de base. Pour certains, la promesse d'un revenu annuel garanti, ou une garantie de revenu de base, a un attrait immédiat. Pour ceux d'entre nous qui défendons la justice sociale, on dirait que c'est une façon d'augmenter les revenus de tout le monde. Cependant, les programmes de revenu garanti peuvent être conçus sur une base très régressive. Ces programmes peuvent être utilisés comme une excuse pour fusionner et éliminer d'autres programmes de soutien au revenu et peuvent agir en tant que subvention aux employeurs touchant un faible revenu. Les formes régressives d'un revenu de base sont utilisées pour justifier la privatisation et la réduction de services et d'emplois. Nous devons lutter contre le modèle d'austérité du revenu de base.
42. Le plan du gouvernement est de mettre en œuvre un projet pilote de revenu de base d'ici la fin de l'année. Puisque le gouvernement a de très mauvais antécédents sur

---

<sup>7</sup> No Crisis on the Horizon: Ontario Debt 1990 – 2015, Centre canadien de politiques alternatives, janvier 2016.

l'élimination de la pauvreté et a complètement appuyé l'austérité, nous ne sommes pas convaincus que ce projet pilote se fondera sur des principes progressifs.

43. Tout plan contre la pauvreté doit se fonder sur les principes de l'universalité et doit être conçu pour permettre à tout le monde de sortir de la pauvreté. Ce plan doit être livré par le public et se fonder sur l'amélioration de services importants fournis par nos membres. Il doit faire partie d'une stratégie générale contre la pauvreté. Nous pouvons faire la promotion des principes d'un modèle progressiste qui fait partie de notre campagne contre des modèles anti-travailleurs qui proviendront sûrement des Libéraux.

#### **Le SCFP Ontario :**

44. Lutera et défendra agressivement l'agrandissement de tous les services publics fournis pour appuyer les bénéficiaires. Nous ne pouvons pas accepter - sans exception - un modèle pour un revenu de base qui entraîne des réductions de services vitaux qui sont livrés ou qui aboutissent dans une perte d'emplois chez nos membres.
45. Travaillera avec le CCTSS pour développer une vision compréhensive d'un plan contre la pauvreté progressiste, et fera une campagne active contre tout projet de revenu de base qui ne respecte pas cette vision progressiste.
46. Fournira des ressources aux sections locales pour que les membres aient des connaissances approfondies au sujet des différents modèles d'un plan à revenu de base afin de développer les habiletés pour lutter contre les types de propositions qui sont promues par les partisans de la droite, comme les Libéraux et les Conservateurs.
47. Travaillera avec les dirigeants de sections locales, les comités sectoriels, les conseils régionaux et les militants de la base pour mettre de la pression sur le gouvernement pour concevoir un plan contre la pauvreté compréhensif fondé sur les services publics universels et agrandis, des emplois à temps plein, des revenus élevés, des taux d'aide sociale assez élevés pour permettre à tout le monde de sortir de la pauvreté et des augmentations aux impôts sur les sociétés pour redistribuer les richesses.
48. Continuera à travailler sur la campagne Hausse des prestations, y compris l'attribution d'argent à la campagne pour appuyer ses activités. Travaillera avec la Coalition ontarienne contre la pauvreté et d'autres alliés pour continuer la lutte pour augmenter les taux de prestations pour l'aide sociale à des niveaux qui aideront les gens à sortir de la pauvreté. Avec ce travail, et grâce à ces alliances, nous bâtissons un syndicat solide fondé sur le mouvement social qui peut contribuer à bâtir une classe ouvrière plus large.
49. Travaillera avec nos alliés dans le mouvement syndical et d'autres partenaires de coalitions et organismes progressistes pour faire partie du combat pour obtenir une véritable justice socio-économique en luttant pour des emplois à temps plein et des stratégies d'élimination de la pauvreté, y compris le développement d'un soutien

concret pour la campagne 15 dollars et justice et la campagne Rendre la justice de la FTO.

## Bâtir notre base et bâtir un mouvement de la classe ouvrière

50. On peut seulement surmonter la privatisation et l'austérité en mobilisant les membres de la base pour aller à l'encontre des politiques de division que nous confrontons. Bâtir la base consiste de créer la capacité à travers notre syndicat pour nous permettre de lutter jusqu'à la victoire. Ceci exige le développement de la force dans nos sections locales et nos communautés pour répondre rapidement à des menaces émergentes. Ça exige aussi des habiletés chez nos membres plus robustes pour bâtir des coalitions de la classe ouvrière dans leurs communautés.
51. Mettre fin à l'austérité et à la privatisation exigera une mobilisation massive. Ça prendra un mouvement avec une base très générale. Les propriétaires d'affaires font ce qu'ils veulent avec les gouvernements, même lorsque leurs demandes nuisent à l'économie et au grand public, car ils ont le pouvoir politique grâce à leurs richesses. Afin de riposter, nous devons développer le pouvoir de la classe ouvrière avec notre solidarité et notre volonté d'agir.
52. Il faut bâtir sur la campagne Tous debout pour la justice pour utiliser la communication entre membres afin de bâtir du militantisme à la base pour des campagnes contre la privatisation, du soutien lors des négociations et le renforcement du pouvoir syndical.
53. Bâtir notre base est la seule façon de combattre les politiques de crainte et la division créée par les gouvernements et propriétaires de capital. Nous pouvons susciter les attentes des travailleurs et exiger une meilleure société.
54. Le militantisme des travailleurs a toujours été la source de notre force. Nous pouvons développer le militantisme en donnant du pouvoir aux travailleurs dans leurs milieux de travail. L'action militante est ce qui a créé les gains que nous avons aujourd'hui. Le militantisme nous a aidé à gagner les services publics auxquels nous nous fions et le droit de faire partie d'un syndicat et de négocier collectivement. Lorsque les travailleurs se réunissent, nous pouvons changer le monde entier. Il ne suffit pas de simplement défendre nos acquis. si nous bâtissons notre base et nous bâtissons un mouvement de la classe ouvrière solide, nous pouvons éventuellement avoir le contrôle démocratique sur toute la richesse que nous créons au lieu de permettre à certains riches d'encaisser.
55. Un des outils les plus puissants que nous avons est la grève générale. Bâtir pour arriver à une grève générale prendra beaucoup de travail, mais nous pouvons y arriver. Ce n'est pas quelque chose qui peut seulement être fait par le SFCP. Nous devons impliquer le reste du mouvement syndical, les travailleurs non syndiqués et les alliés

communautaires pour s'organiser dans le même sens. Nous devons organiser nos revendications et commencer une planification stratégique pour lancer une grève générale au moment le plus avantageux du point de vue politique. Ce type d'organisation et de planification est non seulement faisable et possible, mais c'est en fait requis dans ces conditions politiques.

#### **Le SCFP Ontario :**

56. Encouragera toutes les sections locales à s'affilier au SCFP Ontario et aux conseils régionaux pour permettre à toutes les structures du SCFP de travailler ensemble avec les alliés pour développer des plans stratégiques de riposte.
57. Assistera les sections locales et les conseils régionaux dans le développement de comités régionaux et communautaires de militants de la base qui pourront répondre aux attaques, n'importe où, n'importe quand. Il nous faut des bottes sur le terrain à travers toute la province pour bâtir une défensive solide de services publics et d'emplois de qualité et pour se battre dans le but d'obtenir un monde meilleur.
58. S'assurera de fournir de la formation sur le militantisme aux membres de la base. Impliquera des membres de la base dans toute une gamme d'activités politiques, y compris les mises de pression, les rassemblements et la création de liens avec les alliés qui partagent nos valeurs.
59. Créera des équipes de mentorat pour la santé et la sécurité et les travailleurs blessés.
60. Demandra au SCFP National de dévouer des ressources urgemment pour syndiquer les travailleurs non syndiqués à travers la province et de développer des plans concrets pour recruter les travailleurs précaires. Ceci inclura l'aide avec plus de personnel de recrutement en Ontario.
61. Travaillera avec les comités sectoriels et aidera le SCFP National à former des recruteurs de membres et à développer des plans de recrutement compréhensifs et axés sur des secteurs particuliers, y compris un plan coordonné pour recruter les travailleurs dans les soins à domicile et le recrutement complet dans les lieux de travail où le SCFP se trouve.
62. Travaillera avec le SCFP National et les comités d'égalité du SCFP Ontario pour développer des stratégies de recrutement dans les lieux de travail où ceux à la recherche de l'équité travaillent.
63. Demandra au SCFP National de fournir des représentants de service supplémentaires pour appuyer les unités de négociation qui viennent de se syndiquer et pour adresser la charge de travail accablante qui existe déjà avec le personnel existant. Une augmentation des niveaux de dotation doit aussi inclure la création d'une capacité juridique supplémentaire.

64. Explorera de nouvelles méthodes de négociations coordonnées (comme le modèle de négociation d'un « front commun » au Québec) pour négocier contre le gouvernement de Kathleen Wynne.
65. Mettra de la pression sur le SCFP National pour fournir plus de ressources pour appuyer les négociations coordonnées, y compris plus de personnel et de soutien lors des campagnes. Ceci inclura du soutien supplémentaire pour de nouvelles formes de négociations centrales, comme dans les conseils scolaires.
66. Dans le développement de nos habiletés, évaluera le niveau de participation des membres dans toutes les campagnes et encouragera les sections locales à fournir des données sur le niveau de participation des membres afin de mesurer nos taux de réussite.
67. Développer la base est une condition préalable nécessaire pour participer dans le type d'action militante qui améliorera les vies des travailleurs. À travers le processus de développement de la base et de coalitions solides avec d'autres syndicats, des organisations de la classe ouvrière et d'autres groupes qui appuient nos objectifs, nous participerons dans des actions progressives qui pourraient culminer dans une grève générale.
68. Créera un plan avec des actions progressives, jusqu'à la grève générale, en concert avec le reste du mouvement syndical et les alliés communautaires et saisira des occasions politiques stratégiques où la perturbation militante aura un impact maximal sur l'arrêt du programme d'austérité à travers nos secteurs, y compris la privatisation des services hydroélectriques.

## Mise en revue des milieux de travail en évolution : Les changements dans la loi du travail et dans les normes d'emploi

69. Présentement, le gouvernement provincial s'engage dans une mise en revue de la Loi sur les normes d'emploi (LNE) et la Loi sur les relations de travail (LRT). La mise en revue nous a donné l'occasion de travailler avec nos alliés dans le mouvement syndical et dans d'autres organismes de travailleurs, comme le centre d'action des travailleurs à Toronto, pour mettre de la pression sur le gouvernement pour améliorer les lois qui feront une différence immédiate dans la vie des gens.
70. Les rapports finaux de la mise en revue seront publiés en automne de cette année et on s'attend à ce que tout changement dans la LNE et la LRT ait lieu dans les premiers mois de 2017 au plus tôt. Nous avons encore la chance de mettre de la pression pour obtenir les meilleures améliorations possibles à la loi. Cependant, si les Libéraux

n'arrivent pas à être les progressistes qu'ils prétendent être, nous continuerons à lutter pour des lois qui favorisent les travailleurs.

71. Se joindre à la campagne 15 dollars et justice n'est pas seulement une question d'améliorer les normes d'emploi pour les travailleurs sans représentation syndicale. Ça fait aussi partie d'une campagne contre la privatisation. Lorsque nous améliorons les conditions pour tous les travailleurs, nous éliminons les salaires et les modalités d'emploi de l'équation. La privatisation devient moins intéressante car c'est plus difficile pour les profiteurs de profiter des travailleurs vulnérables, précaires et mal rémunérés. Augmenter la taille du secteur public et augmenter le nombre d'emplois dans le secteur public est la façon de fournir de bons emplois aux travailleurs qui profitent le plus des normes d'emploi améliorées.

#### **Le SCFP Ontario :**

72. Appuiera et aidera à financer la campagne « Rendre la justice » de la Fédération de travail de l'Ontario. Ceci inclura l'encouragement de sections locales et de conseils régionaux à l'endosser, le travail avec les conseils de travail et la participation dans toutes les actions afin de promouvoir les changements à la Loi sur les normes d'emploi et la Loi sur les relations de travail qui favorisent les travailleurs. Des changements importants incluent l'amélioration du congé maladie payé pour tous les travailleurs et donner un congé payé aux travailleurs qui souffrent de violence domestique.
73. Appuiera et aidera à financer la campagne de 15 dollars et la justice et continuera à travailler avec le Centre d'action des travailleurs et d'autres alliés pour combattre les réformes à la LNE qui protègent tous les travailleurs et pour augmenter le salaire minimum à au moins 15 dollars de l'heure.
74. Fera une campagne pour appuyer les travailleurs migrants et appuiera l'inclusion d'une déclaration des droits des travailleurs migrants dans la LNE.
75. Luttera pour obtenir des changements à la LNE qui amélioreront les protections aux travailleurs qui obtiennent des emplois grâce aux agences d'emploi temporaire.
76. Exigera au gouvernement de donner le droit à l'accréditation par vérification de cartes à tous les travailleurs en Ontario.
77. Exigera l'inclusion d'une loi anti-briseurs de grève dans la LRT modifiée et de meilleures protections lors de l'arbitrage de la première convention lorsque les syndicats l'exigent.

## **Régimes de retraite**

78. L'agrandissement du Régime de pension du Canada (RPC) a été un but important du mouvement syndical depuis des années. Le concept de base du RPC est bien raisonné. C'est un régime de prestations déterminées qui est universel, protégeant tous les employés au Canada.
79. Mais le RPC offre un revenu encore trop médiocre pour s'assurer que tous les canadiens touchent à une retraite digne et financièrement stable. C'est pour cette raison que nous avons mis de la pression sur les gouvernements aux niveaux provincial et fédéral pour doubler le RPC pour arriver à la justice sociale et économique.
80. Lorsque les Conservateurs de Harper étaient au pouvoir, l'amélioration du RPC n'était pas sur le programme du gouvernement fédéral. Vu ce vide, le gouvernement de l'Ontario a proposé la création du Régime de retraite de la province de l'Ontario (RRPO).
81. Le RRPO était une bonne idée, mais le concept devait se faire correctement. Cependant, comme d'habitude, le gouvernement Libéral a conçu un plan qui est ni progressiste, ni universel. Le RRPO n'inclut pas les travailleurs qui ont, selon l'expression utilisée par le gouvernement, « un régime au lieu de travail comparable ». Pour aller de mal en pire, le nouveau gouvernement fédéral a indiqué qu'il allait améliorer le RPC, donc le gouvernement de l'Ontario va essayer de forcer le gouvernement fédéral et les autres provinces à accepter un modèle non universel pour agrandir le RPC.
82. Attaquer l'universalité du régime de pension public est une énorme menace au RPC, un des programmes sociaux les plus importants et chéris. Une fois que les régimes ne sont plus universels, c'est beaucoup plus facile d'éliminer des segments de la population, ce qui mène à un régime de retraite public à deux vitesses. Les programmes sociaux à deux vitesses sont complètement inacceptables.
83. Nous devons aussi développer des stratégies pour obtenir un meilleur contrôle sur la façon d'administrer nos régimes de retraite au lieu de travail. Les fonds de retraite sont des regroupements massifs de capital financier. Les directeurs des fonds ont une tendance à agir en tant que banquiers et essayent de maximiser les taux de rendement sur leurs investissements. Très souvent, les investissements qui semblent être les plus lucratifs sont des services publics privatisés, y compris les investissements en infrastructure publique.
84. Sous les directives des directeurs qui s'inquiètent de la taille des sommes d'argent qu'ils gèrent, et qui ne s'intéressent pas aux services ni aux emplois de qualité, nos fonds de retraite achètent des actifs publics lorsqu'ils sont vendus. Par exemple, OMERS a acheté des actions dans les actions privatisées de Hydro One. Encore pire, ces directeurs mettent de la pression sur les gouvernements pour privatiser le secteur public davantage.

85. Les gérants de nos régimes de retraite aident à agrandir le programme de privatisation pour travailler à l'encontre des intérêts des membres du régime.

#### **Le SCFP Ontario :**

86. Participera à la campagne pour doubler le RPC sur une base universelle, afin de protéger tous les travailleurs au Canada.
87. Continuera à faire campagne pour changer le RRPO, de le créer comme un régime de retraite universel à prestations déterminées fondé entièrement sur le concept du RPC existant. L'objectif ultime sera de pleinement intégrer le RRPO dans un RPC universel et pleinement amélioré.
88. Lutera à l'intérieur de nos régimes de pension existants pour s'assurer que les directeurs de régimes ne mettent pas de pression pour obtenir un système de pension public à deux vitesses.
89. Fera une campagne pour permettre aux sections locales de négocier, un régime à la fois, le regroupement d'avantages et l'agrandissement du système de pension public.
90. Développera des stratégies pour obtenir un plus grand contrôle sur l'administration de nos régimes de retraite au lieu de travailler pour les empêcher de contribuer aux problèmes de privatisation.
91. Encouragera et appuiera fortement son réseau de fiduciaires de régimes de pension du SCFP pour faire une campagne dans leurs conseils pour améliorer la protection des régimes de retraite à prestations déterminées pour tous les travailleurs à temps partiel et pour éliminer tout obstacle existant dans les régimes de retraite qui décourage l'inscription des employés à temps partiel.

#### **Action politique**

92. Nous sommes dans une situation bizarre où nous sommes à deux ans des prochaines élections municipales et provinciales et à plus de trois ans des prochaines élections fédérales. Ceci nous donne beaucoup de temps pour développer nos stratégies pour participer pleinement aux politiques électorales. Nous avons aussi le temps de développer des stratégies pour participer pleinement dans d'autres formes de politiques, comme la mise de pression, le développement de coalitions et le travail sur des campagnes, le développement de stratégies de syndicalisme dans le mouvement social et la participation dans des actions directes pour générer des gains pour les travailleurs.
93. Nos comités ont montré que lorsque nous développons les compétences de nos membres, les membres peuvent développer leur propre expertise pour gérer des enjeux complexes et difficiles. Nous ne devons pas nous fier aux patrons et aux soi-

disant experts pour gérer nos lieux de travail, nos régimes de retraite et notre économie. Les travailleurs peuvent développer les compétences et l'expertise nécessaires pour accomplir des choses sur une base autonome. Nous pouvons utiliser les fruits de notre travail pour créer une société fondée sur le principe de « chacun selon leurs compétences, à chacun selon leurs besoins ».

94. Ceci est l'objectif ultime de notre mouvement, de bâtir un nouveau monde à partir des cendres du monde ancien. Ça prend beaucoup d'action politique concertée pour arriver à notre objectif. Un monde différent est possible. En fait, un monde différent est nécessaire!

#### **Le SCFP Ontario :**

95. Organisera une conférence sur l'action politique en novembre 2016, conformément à la résolution adoptée au congrès de 2015. Lors du congrès, nous discuterons en détail au sujet des différentes façons dont le SCFP et ses membres s'engagent dans l'action politique, y compris les politiques électorales, la mise de pression, bâtir un syndicat fondé sur le mouvement social et le développement de coalitions avec d'autres organismes de la classe ouvrière, l'action directe et ce qu'il faut pour bâtir un mouvement massif pour exiger et atteindre le changement.
96. Développera des stratégies pour s'engager dans les politiques électorales qui priorisent un programme favorisant tous les travailleurs et qui développent les habiletés de nos membres pour faire le travail des campagnes électorales, y compris se poser candidat pour les élections.
97. Encouragera nos membres à s'engager dans les prochaines élections partielles à Scarborough-Rouge River. Nous pouvons utiliser les élections partielles pour prioriser les enjeux qui sont importants pour les membres du SCFP, y compris la vente de Hydro One et d'autres projets de privatisation.
98. Travaillera avec le SCFP National pour mettre de la pression sur le gouvernement Libéral fédéral pour mettre en œuvre des politiques progressistes favorisant tous les travailleurs.
99. Travaillera avec les sections locales, les conseils régionaux et le département de développement syndical pour aider à développer les habiletés des membres de la base pour s'engager dans toute forme d'action politique, que ce soit le développement de comités régionaux d'action politique, la mise de pression sur les députés provinciaux ou le développement de coalitions avec des organismes alliés pour s'engager dans des actions stratégiques directes.
100. S'assurera que toute action politique se fasse de façon à promouvoir la participation des membres dans tous les groupes à la recherche de l'équité et fera en sorte à ce que l'égalité soit une composante centrale de notre travail politique.

## Le bond vers l'avant

101. La dégradation environnementale, le réchauffement de la planète et les changements climatiques sont des inquiétudes importantes urgentes. Si on ne traite pas cette crise environnementale imminente, les résultats seront catastrophiques. C'est pour ceci que le SCFP Ontario a signé le « Bond vers l'avant » et c'est pour ceci que les délégués au congrès du SCFP National en 2015 ont voté pour l'endosser. Les changements radicaux dans notre économie et dans notre gouvernement sont nécessaires pour éviter la destruction de notre environnement. Le secteur public a un rôle important à jouer à ce sujet.
102. Une composante centrale du « Bond vers l'avant » est la demande d'une transition juste. Cette demande exige que toute action entreprise pour réduire les émissions de carbone inclue aussi des mesures pour créer de bons emplois pour les travailleurs qui sont déplacés des industries produisant des hauts niveaux de carbone. En développant des politiques et des pratiques solides pour appuyer une juste transition, nous pouvons gagner l'appui des travailleurs qui sont vulnérables au type de transition économique expliquée dans le « Bond vers l'avant ».

### Le SCFP Ontario :

103. Travaillera avec le reste du mouvement syndical et nos alliés pour exiger que le gouvernement prenne des mesures compréhensives et efficaces pour combattre le réchauffement de la planète et les changements climatiques.
104. Exigera que toute initiative sur la justice environnementale respecte les droits des traités des autochtones et apprendra du travail des communautés autochtones pour protéger « les rivières, les côtes, les forêts et les terres des activités industrielles incontrôlées. »<sup>8</sup>
105. Exigera que l'action gouvernementale portant sur l'environnement inclue des plans pour une Juste Transition pour les communautés et pour les travailleurs. Une Juste Transition s'assure que les travailleurs dans les industries affectées par les politiques de changements climatiques soient accordés les ressources nécessaires pour trouver de bons emplois dans d'autres lieux de travail. Ceci inclut redynamiser notre travail sur les demandes de travail exprimées depuis il y a longtemps pour obtenir des emplois à temps plein.
106. Travaillera avec nos alliés pour développer des propositions compréhensives et concrètes pour former des programmes et politiques de Juste Transition afin de protéger les travailleurs qui feront la transition du travail dans l'économie à hautes émissions de carbone à des emplois dans les secteurs à faibles émissions de carbone.

---

<sup>8</sup> Bond vers l'avant.

107. Luttera pour s'assurer que les gouvernements financent les lieux de travail dans le secteur public adéquatement pour tous les coûts de mise en œuvre de programmes de plafonnement et d'échange et d'autres programmes, pour que le coût de l'action environnementale ne provienne pas de dépenses sur des services ou de réductions d'emplois. Ceci fait aussi partie de la Juste Transition.
108. Exigera que les investissements publics dans de nouveaux projets d'infrastructures écologiques solides se fassent en utilisant le secteur public et non pas avec des gaspillages comme avec les PPP ou d'autres formes de diversification des modes de financement et d'approvisionnement.
109. S'opposera agressivement aux accords de commerce, comme le Partenariat Trans-Pacifique (PTP). Le PTP créera des conditions pour détruire l'environnement davantage en empêchant l'approvisionnement écologique. Ça empirera aussi la privatisation des actifs publics, exacerbera la crise de la pauvreté sur une échelle mondiale, augmentera les coûts des médicaments et renforcera une prise de décisions antidémocratique.
110. Exigera que les nouveaux projets de production d'énergie renouvelable se basent sur la possession publique et le contrôle démocratique de l'électricité.
111. Aidera les sections locales à développer des comités environnementaux pour promouvoir la justice environnementale dans leurs lieux de travail, dans leurs communautés et à travers la province.
112. Établira un groupe de travail sur l'environnement de trois personnes pour donner des conseils au conseil exécutif et fera la liaison avec le comité national sur l'environnement et les partenaires de la justice sociale sur tous les enjeux liés à la transition de notre économie. Ceci inclura un examen des pratiques du consommateur du SCFP Ontario concernant la durabilité environnementale locale.

## Lutter pour l'égalité

### **Le SCFP Ontario :**

113. Avec nos politiques, pratiques et organisation politique, maintiendra l'opposition aux effets disproportionnés de privatisation et sous-financement des services publics sur les travailleurs noirs, autochtones, LGBTQ et de couleur, ainsi que les travailleurs ayant un handicap et les femmes faisant face à des problèmes d'égalité chevauchants.
114. Travaillera avec tous les niveaux de notre syndicat pour s'assurer que le travail d'égalité reçoive les soutiens et les ressources nécessaires, y compris assez de personnel de soutien pour les comités d'égalité.
115. Bâtera sur l'expansion démocratique des places pour l'égalité sur le conseil exécutif du SCFP Ontario, développera la formation, l'éducation et les politiques pour améliorer la

participation syndicale de ceux à la recherche de l'égalité en éliminant les obstacles et en luttant contre le racisme, le sexisme, le capacitisme, l'homophobie, la transphobie à tous les niveaux du SCFP, dans nos milieux de travail et dans nos collectivités.

116. Demandra à tous les niveaux du gouvernement d'investir dans un meilleur accès aux services publics pour les gens sans-papiers, migrants et réfugiés pour leur donner l'accès à des services sans aucune crainte de représailles.
117. Se tiendra debout en solidarité avec les communautés autochtones qui luttent contre la violence coloniale et les traumatismes communautaires et multi-générationnels causés par les pensionnats, un manque continu de soutiens sociaux et même les services publics les plus élémentaires pour les communautés autochtones et le racisme systémique qui envahit toutes les institutions sociales et politiques.
118. Appuiera les 94 appels à l'action de la Commission canadienne de la vérité et de la réconciliation pour réparer le patrimoine des pensionnats, en commençant avec la campagne du conseil des autochtones pour exiger un programme scolaire anticolonial dans notre système pédagogique, développé en travaillant de proche avec les communautés autochtones.
119. Se tiendra debout en solidarité avec le mouvement « Black Lives Matter » en mobilisant nos membres et d'autres alliés dans le mouvement syndical pour s'opposer au racisme systémique contre les noirs et la violence contre les noirs par la police.
120. Exigera à la province d'éliminer complètement la pratique policière raciste de demander des pièces d'identité aléatoirement aux individus noirs, y compris la suppression de toutes données enregistrées antérieurement, la mise en œuvre constante parmi les différents conseils policiers et des mesures disciplinaires concrètes pour les officiers qui continuent cette pratique.
121. Travaillera avec nos membres et alliés pour mettre de la pression pour obtenir une mise en revue immédiate de l'unité d'enquêtes spéciales en consultation étroite avec les communautés et familles noires victimes de violence policière.
122. Travaillera avec les alliés pour s'assurer que nous pourrions adresser et empêcher la violence sexuelle et les attitudes qui blâment la victime dans nos milieux de travail, nos syndicats et nos communautés.
123. Continuera à bâtir sur nos efforts d'améliorer la participation des membres du SCFP aux événements de Fierté Lesbienne, Gay, Bisexuel(le), Transsexuel(le), Queer (LGBTQ) à travers la province et rehaussera le rôle du mouvement syndical dans la lutte pour les droits LGBTQ.
124. Continuera à appuyer le comité sur la justice raciale dans leur travail de sensibilisation communautaire lors de Carnival et d'autres événements semblables, ainsi que du

travail de coalition avec d'autres groupes communautaires et culturels pour promouvoir la justice raciale dans les lieux de travail et les communautés.

125. Bâtira sur le travail du conseil des autochtones pour exiger une enquête publique pour les filles et femmes autochtones disparues et assassinées en garantissant l'imputabilité politique et une plus grande sensibilisation sur les enjeux sociaux et économiques confrontés par les femmes autochtones.
126. Fera une campagne par intermédiaire du comité des travailleurs ayant un handicap pour continuer l'éducation à l'interne sur les problèmes associés aux handicaps et pour améliorer l'accessibilité et des cadres de travail juridique pour obtenir du soutien.
127. Continuera à travailler avec les structures du SCFP, comme le comité des femmes et les comités sectoriels, ainsi que les alliés syndicaux et communautaires, fera une campagne contre l'inégalité des sexes qui existe actuellement, luttera pour l'équité salariale, les garderies universelles publiques, l'accès aux ressources de santé des femmes et d'autres aspects de la condition féminine, en comprenant bien l'expérience des travailleurs racialisés, des travailleuses et des travailleurs LGBTQ qui sont marginalisés encore plus.
128. Fera une campagne pour éliminer la « pénalisation des soins » que certains travailleurs doivent endurer lorsqu'ils fournissent des services humains de première ligne. Exigera que les gouvernements développent des plans concrets pour mettre fin à la dévaluation du travail fondé sur les soins.
129. Continuera à faire campagne contre l'écart salarial entre les sexes qui marginalise les femmes autochtones, les femmes de couleur, les femmes ayant un handicap, les femmes LGBTQ et les femmes souffrant d'oppression croisée davantage. Ceci se fera, en partie, grâce à nos réponses à la mise en revue sur l'écart salarial entre les sexes effectuée par le gouvernement.
130. Continuera à adresser les conditions de travail précaires ayant un effet disproportionné sur les travailleurs de couleur et les jeunes travailleurs et appuiera activement la campagne provinciale 15 et justice pour augmenter le salaire minimum et améliorer les normes d'emploi.
131. Continuera à travailler avec l'Alliance des travailleurs migrants pour créer un changement et d'autres alliés pour mettre fin aux limites arbitraires sur les travailleurs migrants et pour exiger le statut plein pour habiter et travailler au Canada, par intermédiaire du Comité de solidarité internationale et le Comité sur la justice raciale.
132. Comme partie de notre travail sur la solidarité internationale, appuiera la classe ouvrière internationale en gardant une position contre la guerre et continuera à s'opposer à l'occupation militaire de la Palestine, conformément à nos politiques.

133. À l'aide du comité des jeunes travailleurs, encouragera les sections locales à envoyer au moins un jeune travailleur aux congrès du SCFP Ontario et du SCFP National pour appuyer la croissance du militantisme chez les jeunes travailleurs.
134. Encouragera les sections locales à faciliter la participation des jeunes travailleurs au congrès des jeunes travailleurs du SCFP Ontario en 2016 et offrira la libération syndicale pour maximiser la participation et la planification du congrès avec le personnel du SCFP Ontario.
135. Appuiera et fournira les ressources aux travailleurs dans l'industrie du sexe pour leur lutte pour obtenir des droits de travail et des droits humains, condamnera la criminalisation de travailleurs dans l'industrie du sexe, appuiera leurs organismes de travail et programmes de réduction de mal et appuiera les travailleurs légaux dans l'industrie du sexe pour leur donner accès à leurs droits de travail.
136. Continuera à encourager le SCFP National à renforcer l'équité d'emploi et la représentation de nos membres divers, y compris les travailleurs autochtones, dans l'embauche et la promotion à l'intérieur du SCFP.
137. Exigera aux employeurs et au gouvernement de l'Ontario de fournir des salles de bain à sexe neutre dans des places publiques et dans les lieux de travail;
138. Travaillera avec le comité triangle rose pour essayer d'obtenir des programmes d'éducation sexuelle plus inclusifs dans les écoles publiques, avec l'emphase sur l'éducation sur les familles non traditionnelles, les relations non traditionnelles et les identités sexuelles non traditionnelles.

## Soins à domicile

### Le SCFP Ontario :

139. Par intermédiaire du Conseil des syndicats hospitaliers de l'Ontario, continuera à travailler avec les alliés comme la Coalition ontarienne de la santé, les organismes communautaires régionaux, les groupes de constituants clés et d'autres syndicats pour rehausser les problèmes nocifs d'un système de soins de santé sous-financé, à mesures disparates et qui devient rapidement privatisé et pour montrer qu'il y a une demande pour un système public bien financé.
140. Par intermédiaire du Comité de coordination des travailleurs en soins de santé (CCTSS) et du Conseil des syndicats hospitaliers de l'Ontario, continuera à faire campagne pour investir dans un système de soins de santé public qui peut satisfaire les besoins de notre population vieillissante et ses fournisseurs de soins, et qui est une partie vitale du fonctionnement de nos collectivités et de notre économie.

141. Par intermédiaire du Conseil des syndicats hospitaliers de l'Ontario, répondra à la restructuration importante des soins de santé en Ontario, y compris les changements aux Centres d'accès aux soins communautaires (CASC) et d'autres aspects des soins de santé pour assurer un soin approprié pour les Ontariens qui se fient aux soins à domicile, ainsi que des salaires décents et des conditions de travail raisonnables pour les travailleurs.
142. Par intermédiaire du Conseil des syndicats hospitaliers de l'Ontario, exigera la justice, un revenu équitable et des conditions de travail justes pour les préposés aux services de soutien dans les soins à domicile, un groupe de travailleurs de première ligne vulnérables qui consistent surtout de femmes de couleur immigrantes travaillant dans des conditions précaires et stressantes.
143. Par intermédiaire du Conseil des syndicats hospitaliers de l'Ontario, selon les sondages recueillis et les groupes témoins organisés pour parler de l'expérience des préposés aux services de soutien dans les soins à domicile et ceux qui reçoivent le soin dans la communauté, publiera un rapport et effectuera une tournée médiatique avec des spécialistes pour mettre de la pression sur la province pour mettre sur place des heures de travail garanties.
144. Par intermédiaire du Conseil des syndicats hospitaliers de l'Ontario, à l'aide d'une campagne publique et la mobilisation interne, défendra les intérêts de nos membres travaillant dans les Centres d'accès aux soins communautaires, où l'on prévoit des restructurations gouvernementales drastiques.

## Hôpitaux

145. Analysera les changements effectués par la province au système de classification de résidents et leurs impacts sur les charges de travail et les soins des résidents.
146. Demandra le rétablissement immédiat de Sue McIntyre, IPA, qui fut congédiée pour avoir parlé sur la violence lors d'une conférence du SFCP en janvier.
147. Appuiera la campagne du Conseil des syndicats hospitaliers de l'Ontario/SFCP pour mettre fin à la violence contre le personnel des soins de santé, y compris des demandes de financement et de personnel pour les hôpitaux en Ontario et les installations de soins de longue durée pour atteindre la moyenne canadienne.
148. Appuiera la loi rédigée par le Conseil des syndicats hospitaliers de l'Ontario/SFCP pour protéger les travailleurs en soins de santé de toute violence, tel que dans le cas de la loi adoptée par l'état de New York.

149. Appuiera les travailleurs dans les soins de santé pour avoir les mêmes droits de refuser du travail dangereux que les autres travailleurs du secteur public.
150. Appuiera la demande d'être rémunéré et payé adéquatement pour les services de santé et psychologiques pour les travailleurs qui sont victimes de violence.

## Bibliothèques

### Le SCFP Ontario :

151. Continuera à faire campagne pour le développement d'habiletés à l'interne, la participation des membres et une plus grande solidarité parmi les bibliothécaires pour lutter contre la croissance d'emplois précaires et à temps partiel, sans prestations, sans régime de retraite, dans ce sous-secteur.
152. Continuera la campagne de cartes postales des bibliothécaires pour rehausser le profil des bibliothécaires avec des actions communautaires visibles et positives dans le but de mettre de la pression sur les politiciens municipaux pour investir dans les bibliothèques en tant qu'institutions de développement communautaire à travers l'Ontario.

## Soins de longue durée

### Le SCFP Ontario :

153. En travaillant avec le Conseil des syndicats hospitaliers de l'Ontario, exigera au Gouvernement Libéral d'arrêter d'ignorer la violence entre résidents dans les foyers de soins de longue durée et fournira aux aînés les soins requis en promulguant le projet de loi « Le temps pour soigner », qui demande une norme légale de 4 heures de soins par jour pour les résidents des soins de longue durée. Il doit absolument y avoir plus de membres de personnel de première ligne dans les foyers de soins de longue durée.
154. En travaillant avec le Conseil des syndicats hospitaliers de l'Ontario, bâtira sur la campagne active « Le temps pour soigner » du CCTSS, ainsi que sa formation en mobilisation et les activités de campagnes continues qui ont fourni beaucoup d'activités populaires menées par les membres et qui ont renforcé les liens avec les alliés communautaires à travers la province, créant un impact sur l'ensemble du public.
155. En travaillant avec le Conseil des syndicats hospitaliers de l'Ontario, s'engagera davantage dans des tactiques fructueuses, comme les rassemblements pour répondre aux réductions d'emplois aux foyers de soins de longue durée, les conférences médiatiques, les mises de pression dans les circonscriptions clés et à Queen's Park, la campagne de médias sociaux « journée bleue », une semaine d'action en juin et

d'autres actions de recrutement local avec des caractéristiques créatives qui engageront le public davantage, culminant dans un grand événement à Queen's Park le 4 octobre, 2016, le Jour international de l'aîné.

## Municipalités

### Le SCFP Ontario :

156. Continuera à engager les sections locales municipales dans le combat contre la privatisation des services hydroélectriques aux niveaux provincial et municipal.
157. Renforcera la présence au niveau régional du comité de coordination des employés municipaux de l'Ontario (CEMO) en développant des réseaux régionaux qui pourront se rencontrer régulièrement et travailler ensemble pour répondre aux menaces de privatisation et de négociations concessionnaires de la part d'employeurs municipaux.
158. Travaillera avec les présidents de sections locales envers la mobilisation à l'interne afin de bâtir nos capacités et créer les conditions requises pour les négociations coordonnées.
159. Appuiera les sections locales municipales dans la mise de pression et les efforts de « surveillance des conseils » pour appuyer et maintenir des services publics robustes et ramener les services sous-traités antérieurement de retour à la juridiction de la municipalité.
160. Développera des campagnes de riposte solides contre toute forme de privatisation.

## Les services paramédicaux

### Le SCFP Ontario :

161. Bâtira sur la campagne de sensibilisation à l'interne du Comité d'ambulanciers du SCFP Ontario (CASO) avec des dépliants, une vidéo de campagne et des publications dans les médias pour rehausser les services d'urgence vitaux fournis par les ambulanciers et les officiers en communications en tant que professionnels des soins de santé d'urgence à formation spécialisée.
162. Continuera à faire campagne pour la sécurité et les soins d'urgence publics fournis par des travailleurs bien formés en mettant de la pression sur le gouvernement provincial et les municipalités pour arrêter l'incursion de l'Association des pompiers professionnels de l'Ontario (APPO) dans les services paramédicaux.

163. S'assurera que les niveaux municipaux et provinciaux du gouvernement appuient l'amélioration de programmes paramédicaux communautaires qui ont montré des résultats et obtenu le soutien du public.
164. Continuera à s'opposer à un ordre de règlementation pour les ambulanciers.

## Santé publique

### Le SCFP Ontario :

165. Bâtira sur le forum inaugural sur la santé publique organisée conjointement par le CCTSS et le CCEMO, renforcera notre groupe de travail sur la santé publique pour se mobiliser contre une nouvelle formule de financement du gouvernement causant des budgets stagnants pour la plupart des unités de soins de santé publiques en Ontario.
166. Débutera une campagne publique et une mobilisation à l'interne pour donner de la sensibilisation sur l'importance des soins de santé fondés sur la prévention et les programmes et services vitaux offerts dans nos communautés par les travailleurs des soins de santé publics de première ligne.

## Conseils scolaires

### Le SCFP Ontario :

167. Sensibilisera la communauté sur l'importance critique du travail de nos membres et bâtira des alliés communautaires pour bâtir le soutien lors des négociations.
168. Travaillera avec les alliés communautaires pour arrêter les fermetures d'écoles.
169. Continuera à travailler avec les alliés communautaires qui appuient le concept de transformer les écoles dans des centres communautaires.
170. Exposera les problèmes avec la formule de financement et mettra de la pression avec les alliés pour effectuer une mise en revue complète et publique du financement attribué à l'éducation.
171. Luttera agressivement contre toute tentative pour sous-traiter le travail de nos membres.
172. S'assurera que le gouvernement priorise le travail de nos membres dans les planifications budgétaires et financières.
173. Coordonnera les activités des membres pour maximiser nos efforts et mobilisera les membres pour s'engager dans des activités planifiées au niveau régional.

174. Continuera à mettre de la pression sur le SCFP National pour obtenir du financement durable pour les négociations provinciales.
175. Luttera pour améliorer le processus de négociation central qui maximisera notre pouvoir de négociation.
176. Continuera à donner de la visibilité au problème de violence au lieu de travail, dans le but de l'éliminer.
177. Mettra de la pression sur le gouvernement fédéral pour régler l'assurance emploi pour les travailleurs des conseils scolaires.
178. Par intermédiaire du SCFP National, formera les organisateurs membres pour aider à recruter les travailleurs non syndiqués dans le système scolaire.

## Services sociaux

179. Le système de bien-être des enfants est en train de subir une attaque sur plusieurs fronts par le gouvernement, le Bureau du défenseur des enfants et les médias après plusieurs enquêtes du coroner de haut profil après le décès d'un enfant et une brèche de sécurité. Les membres des SAE font face à une menace imminente d'une transformation majeure et le démantèlement d'un système qui existe depuis des décennies. Le sous-financement chronique du secteur a abouti dans de plus grandes attentes sur les travailleurs avec moins de ressources, y compris des réductions aux programmes et aux services qui aident les familles et les enfants participant au système de soins. Les fusions et services partagés continuent à être proposés en tant que mesures supplémentaires pour épargner des coûts et non par avec l'intention de rediriger ces fonds aux services de première ligne.

### **Le SCFP Ontario :**

180. Continuera à mettre de la pression sur les députés provinciaux et appliquera de la pression sur l'association d'employeurs pour demander la mise en œuvre immédiate des recommandations du rapport du vérificateur de l'Ontario pour remédier la crise du système de bien-être des enfants qui a été créé exprès en utilisant des mesures d'austérité.
181. S'engagera dans des actions politiques coordonnées et améliorera les efforts intersectoriels qui mettront de la pression sur les gouvernements provincial, fédéral et municipal dans le but d'augmenter le financement aux services sociaux, y compris les garderies et les services développementaux.

182. Renforcera les relations avec les sections locales et les membres et développera des membres pour les convertir dans des militants et des dirigeants, en faisant des efforts de mobilisation à l'interne vers la planification conjointe et l'établissement de stratégies sur les enjeux principaux comme l'équité salariale et l'écart salarial entre les sexes.
183. Continuera à travailler avec les comités d'égalité du SCFP Ontario pour intégrer un objectif d'égalité dans toutes les campagnes du comité de coordination des travailleurs en services sociaux (CCTSS).
184. Continuera à travailler avec la Coalition d'équité salariale de l'Ontario et d'autres alliés syndicaux pour éliminer l'écart salarial entre les sexes en faisant partie des consultations sur l'écart salarial entre les sexes, en encourageant les sections locales et les membres participant au jour sur l'équité salariale, en continuant l'utilisation stratégique de la boulangerie mobile sur l'écart salarial entre les sexes qui a vu beaucoup de succès et en mettant de la pression pour obtenir une source de financement stable pour faire des ajustements à l'équité salariale pour les travailleurs du secteur public.
185. Bâtira sur les activités de campagne pour répondre aux systèmes SAMS et CPIN ayant complètement échoué et qui furent institués par la province avec des répercussions négatives étendues pour les travailleurs et les bénéficiaires des services dans la communauté.

## Universités

### Le SCFP Ontario :

186. Développera et dressera une campagne d'emplois de qualité qui combatta agressivement contre la privatisation, la précarisation et la sous-traitance sur les campus universitaires. Les emplois rémunérés convenablement et qui fournissent des conditions de travail adéquates doivent être conservés et il faut augmenter la quantité d'emplois décrits ci-dessus.
187. Exigera au gouvernement provincial de fournir du financement public adéquat, pluriannuel, fiable et prévisible aux universités, ainsi que des réglementations fermes sur la taille administrative et la rémunération qui garantissent que la majorité du financement soit dévoué aux travaux de recherche, d'enseignement, d'entretien et de services. Cette formule de financement pour les universités de l'Ontario doit appuyer de bons emplois et l'éducation publique de qualité pour tous les étudiants à travers la province.

188. Poussera le gouvernement provincial à remplacer les Actes pour incorporer individuels gouvernant les institutions post-secondaires avec une seule loi gouvernant toutes les institutions post-secondaires. Cet Acte doit inclure des dispositions pour s'assurer que les conseils de gouvernance à chaque institution aient des postes pour les travailleurs, les étudiants et les membres de la communauté.
189. Coordonnera avec le groupe de travail national sur l'éducation post-secondaire pour mettre l'éducation post-secondaire sur le programme du gouvernement fédéral. Inclura la demande pour la création d'une Loi sur l'éducation post-secondaire exigeant au gouvernement fédéral de fournir des paiements de transfert consacrés à l'éducation post-secondaire des provinces. Ces paiements devraient être liés à des dispositions sur l'imputabilité claires.
190. Continuera à développer et à mettre sur place nos campagnes, aux niveaux provincial et national, qui font la promotion de la valeur sociale et économique de l'éducation post-secondaire et le fait que c'est un bien social qui doit être accessible à tous.
191. Fournira des ressources pour dresser une campagne compréhensive qui développe une stratégie de négociation coordonnée dans tous les secteurs avec des objectifs spécifiques pour les académiciens et le personnel de soutien qui devront négocier en 2016 et en 2017. Les revendications communes incluent une date d'échéance commune en 2019, la sécurité d'emploi, la protection de la charge de travail et une rémunération juste et équitable.
192. Continuera à fournir la direction pour obtenir un régime de retraite à prestations déterminées dans tous les secteurs qui serait accessible à tous les travailleurs, y compris la faculté sous contrat/saisonniers, les employés à temps partiel et les employés occasionnels.
193. En collaboration avec la Fédération canadienne des étudiants et étudiantes (FCÉÉ), développera une campagne qui adresse les frais de scolarité exorbitants et le coût des soins de santé privé (RAMU) que les étudiants internationaux doivent payer pour utiliser notre système d'éducation post-secondaire.
194. Augmentera notre travail de coalition avec la Fédération canadienne des étudiants et étudiantes (FCÉÉ), l'Union des Associations des Professeurs des Universités de l'Ontario (UAPUO), l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC), le Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (SEFPO), le Syndicat des Métallos, la Fédération d'enseignantes et d'enseignants secondaires de l'Ontario (FEESO), par intermédiaire de la Coalition ontarienne des collèges et universités (COCU) pour présenter un front commun pour l'éducation post-secondaire publique.

195. Fera les recherches et développera du normatif pour les conventions collectives et du matériel pédagogique pour adresser les inégalités salariales sur les campus entre les travailleurs et la direction.
196. Développera des stratégies et objectifs spécifiques aux sous-secteurs pour reconnaître et éliminer l'écart salarial entre les sexes dans l'éducation post-secondaire.
197. Continuera à exiger l'éducation post-secondaire accessible et gratuite.
198. Appuiera le travail de Black Lives Matter pour exposer le racisme systémique dans l'éducation post-secondaire, y compris l'adoption de leurs recommandations pour créer des réformes.
199. Travaillera en collaboration avec le conseil des autochtones pour s'assurer que les recommandations de la Commission sur la vérité et la réconciliation portant sur l'éducation post-secondaire soient appliquées.
200. Travaillera avec la Fédération d'étudiants et d'étudiantes du Canada pour mettre de la pression sur le gouvernement fédéral pour satisfaire leur promesse aux apprenants des Premières Nations en augmentant le financement au programme de soutien aux étudiants en éducation post-secondaire.
201. Mettra de la pression sur le SFCP National pour obtenir les ressources nécessaires pour organiser une campagne compréhensive pour cartographier chaque campus, libérer les membres, fournir du soutien du personnel, et du matériel de campagne progressiste et mis à jour.
202. Organisera des soumissions au groupe de travail national sur l'indemnité de grève pour donner des détails sur le besoin d'agir sur les changements aux règlements d'indemnité de grève pour protéger les jeunes travailleurs et les travailleurs précaires.